

Art. 3. Le producteur doit prévenir l'utilisateur de façon adéquate et efficace et prévoir la reprise des produits en vue de leur modification, leur remboursement total ou partiel ou leur échange.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 28 juin 2005.

Mme F. VAN DEN BOSSCHE

Art. 3. De producent moet de gebruiker aangepast en doeltreffend waarschuwen en voorzien in de terugname van de producten met het oog op de wijziging of de gehele of gedeeltelijke terugbetaling dan wel de ruil ervan.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 28 juni 2005.

Mevr. F. VAN DEN BOSSCHE

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2005 — 1788

[2005/201971]

14 JUILLET 2005. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 3 février 2005 sur le plan mobilisateur des technologies de l'information et de la communication

Le Gouvernement wallon,

Vu l'article 20 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

Vu les articles 3, § 3, 5, § 2, 2°, 6 à 10, 11, § 1^{er}, et 13 du décret du 3 février 2005 sur le plan mobilisateur des technologies de l'information et de la communication;

Vu l'avis du Conseil économique et social de la Région wallonne, donné le 9 mai 2005;

Vu l'avis du Comité de gestion du FOREm, donné le 12 avril 2005;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 21 mars 2005;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 24 mars 2005;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 38.506/2, donné le 15 juin 2005;

Sur la proposition de la Ministre de la Formation;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle une matière visée à l'article 127, § 1^{er}, de la Constitution, en vertu de l'article 138 de la Constitution.

Il est applicable en région de langue française.

Art. 2. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1° "décret" : le décret du 3 février 2005 sur le plan mobilisateur des technologies de l'information et de la communication;

2° "Ministre" : la Ministre de la Formation;

3° "Administration" : la Division de l'Emploi et de la Formation professionnelle de la Direction générale de l'Economie et de l'Emploi du Ministère de la Région wallonne;

4° "Comité" : le Comité de suivi instauré en vertu de l'article 7 du décret;

5° "opérateur mobile" : l'opérateur de formation agréé en vertu de l'article 5 du décret qui dispense des formations itinérantes au moyen d'un véhicule équipé et adapté;

6° "heures de formation" : les heures de formation prestées par un opérateur de formation agréé ou par un partenaire conventionné avec un opérateur de formation agréé;

7° "expert" : l'expert pédagogique visé à l'article 7, 1°, du décret.

CHAPITRE II. — *Durée des modules de formation et attestation*

Art. 3. Les modules de formation visés à l'article 3, § 2, du décret ont une durée de huit heures pour le premier module, de seize heures pour le deuxième module et de vingt-quatre heures pour le troisième module.

Le Ministre peut, sur avis du Comité, modifier les durées des modules de formation déterminées à l'alinéa 1^{er}.

Art. 4. Une attestation de capacité et de fréquentation est délivrée par l'opérateur de formation agréé à chaque personne ayant suivi un module de formation. Avant sa délivrance, cette attestation, dont le modèle est mis à disposition de l'opérateur de formation agréé par l'Administration, est soumise à la signature du Ministre ou du fonctionnaire délégué à cet effet.

CHAPITRE III. — *Octroi, refus, renouvellement, suspension et retrait d'agrément des opérateurs de formation*

Art. 5. En vertu de l'article 5, § 2, 2^o, du décret, l'opérateur de formation et, le cas échéant, le partenaire avec lequel il a signé une convention, pour être agréés, satisfont aux conditions suivantes :

1^o disposer du personnel pédagogique en rapport avec le nombre de personnes à former, à savoir, disposer d'un formateur minimum pour l'encadrement de douze stagiaires;

2^o disposer de locaux et d'un mobilier répondant aux exigences requises par les modules de formation;

3^o disposer de matériel informatique adapté au nombre de personnes à former pour permettre à chaque personne qui suit un module de formation de disposer d'un ordinateur et d'une connexion Internet.

L'opérateur de formation ou, le cas échéant, le partenaire avec lequel il a signé une convention de partenariat doit disposer de formateurs :

a) soit ayant au moins un diplôme ou un certificat de l'Enseignement secondaire supérieur;

b) soit possédant une expérience utile,

et démontrant une aptitude pédagogique, sur base de titres ou d'une expérience utile, à dispenser des modules de formation aux technologies de l'information et de la communication.

Art. 6. § 1^{er}. L'opérateur de formation et, le cas échéant, le partenaire avec lequel il a signé une convention, adressent une demande d'agrément à l'Administration, soit par courrier, soit par voie électronique, au moyen d'un formulaire, dont le modèle est établi par la Ministre.

La demande d'agrément d'un opérateur de formation est accompagnée des documents, renseignements et engagements suivants :

1^o la dénomination de l'opérateur de formation et la localisation de son siège principal d'activité;

2^o son statut juridique et, le cas échéant, copie des statuts;

3^o le nombre d'heures de formation et le nombre de personnes bénéficiaires envisagées annuellement et réparties par module de formation;

4^o une description du contenu des modules de formation et de la méthodologie de formation;

5^o une description des moyens matériels et humains mis en œuvre pour assurer les modules de formation et, le cas échéant, la copie de la convention de partenariat;

6^o dans le cas d'un opérateur mobile, une description de la zone géographique couverte;

7^o des indications sur l'expérience acquise dans la formation aux technologies de l'information et de la communication, particulièrement vis-à-vis du public cible visé à l'article 4 du décret;

8^o le cas échéant, copie de la convention de partenariat;

9^o l'engagement à se soumettre au contrôle de l'Administration et de respecter les articles 55 et suivants des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991;

10^o l'adhésion à la charte pédagogique, dont le modèle est déterminé par la Ministre, sur proposition de l'expert.

§ 2. L'Administration délivre un accusé de réception de la demande d'agrément dans les dix jours ouvrables de sa réception.

Si la demande est incomplète, l'Administration en avise l'opérateur de formation en lui faisant part de la suspension du délai visé à l'article 7, § 2, jusqu'à la réception des pièces ou renseignements manquants.

§ 3. L'instruction de la demande est effectuée par l'Administration.

Art. 7. 1^{er}. L'Administration sollicite l'avis pédagogique de l'expert désigné par la Ministre.

§ 2. L'Administration transmet la demande d'agrément et les avis, technique et pédagogique, au Comité, dans les deux mois de la réception de la demande.

§ 3. Le Comité rend un avis motivé sur la demande d'agrément dans un délai de quatre mois à dater de la réception de celle-ci.

Le Comité entend les représentants de l'opérateur de formation qui le sollicite. Il peut également inviter les représentants de l'opérateur de formation à être entendus. Dans tous les cas, l'audition a lieu après l'envoi d'une convocation mentionnant, s'il y a lieu, les points précis à propos desquels le Comité souhaite entendre le point de vue de l'opérateur de formation.

Art. 8. La demande de renouvellement d'agrément est introduite auprès de l'Administration.

La procédure de renouvellement d'agrément est régie par les articles 6, 7 et 10.

Le document visé à l'article 6, § 1^{er}, alinéa 2, 3^o, est à communiquer par l'opérateur de formation à l'Administration.

Les autres documents ou renseignements visés à l'article 6, § 1^{er}, alinéa 2, sont à communiquer par l'opérateur de formation à l'Administration pour autant que des changements soient intervenus au cours de la période couverte par l'agrément précédent.

Art. 9. § 1^{er} Le Comité propose à la Ministre les suspensions et les retraits d'agrément.

Préalablement, le Comité entend les représentants de l'opérateur de formation agréé concerné.

L'audition a lieu après l'envoi d'une convocation mentionnant les points précis à propos desquels le Comité souhaite entendre le point de vue de l'opérateur de formation.

§ 2. L'agrément ne peut être suspendu pour une durée excédant six mois.

Passé le délai de suspension, la Ministre peut retirer l'agrément si l'opérateur de formation ne remplit toujours pas les conditions de l'agrément.

Art. 10. La Ministre se prononce sur l'octroi, le refus, le renouvellement, la suspension et le retrait d'agrément dans les trente jours ouvrables qui suivent, selon le cas, la réception de l'avis ou de la proposition du Comité.

En l'absence d'une décision dans le délai fixé, celle-ci est réputée favorable.

La décision de la Ministre est notifiée dans les dix jours ouvrables de la réception de la décision par l'Administration à l'opérateur de formation et une copie est adressée, pour information, au Comité.

CHAPITRE IV. — *Le comité*

Art. 11. § 1^{er}. Il est institué un Comité composé comme suit :

- 1^o un représentant de la Ministre, qui assure la présidence;
- 2^o deux représentants des organisations représentatives des employeurs;
- 3^o deux représentants des organisations représentatives des travailleurs;
- 4^o deux représentants de l'expert;
- 5^o deux représentants de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi;
- 6^o un représentant de l'Agence wallonne des Télécommunications;
- 7^o un représentant de l'Administration.

La Ministre désigne les membres du Comité. Les représentants visés au paragraphe 1^{er}, 2^o et 3^o, sont proposés à la Ministre par les organisations représentatives, sur des listes doubles de candidats.

§ 2. Le mandat des membres a une durée de quatre ans et est renouvelable.

Le membre qui cesse d'exercer son mandat avant l'expiration de celui-ci est remplacé pour la période qui reste à couvrir.

§ 3. Le Comité établit son règlement d'ordre intérieur et le soumet, pour approbation, à la Ministre.

Le Comité se réunit au minimum quatre fois par an.

Pour délibérer valablement, la présence de la majorité des membres du Comité est requise. Chaque décision est prise collégalement et tend à rallier l'unanimité. A défaut, la décision est prise à la majorité des membres présents.

Les membres visés à l'article 11, § 1^{er}, siègent avec voix délibérative.

Le Comité peut constituer des groupes de travail dont il détermine la composition et fixe les missions qui lui sont confiées. Les résultats des groupes de travail sont communiqués au Comité pour décision.

Le secrétariat du Comité est assuré par l'Administration.

CHAPITRE V. — *Montant des subventions*

Art. 12. Les subventions octroyées aux opérateurs de formation agréés sont fixées comme suit :

1^o 7,5 euros par heure de formation et par personne formée, pour les modules de formation donnés du lundi au samedi;

2^o 10 euros par heure de formation et par personne formée, pour les modules de formation donnés les samedis et dimanches dans le cadre d'actions de sensibilisation, à condition que le nombre d'heures prestées soit au minimum de six heures par jour;

3^o 1 euro par kilomètre parcouru pour les frais de déplacement et de connexion des opérateurs mobiles;

4^o 500 euros de forfait sur la durée de l'agrément pour les actions de promotion.

Aucune subvention n'est octroyée pour les heures de formation poursuivant des buts publicitaires ou commerciaux.

La Ministre peut, sur proposition du Comité, modifier les montants des subventions déterminés à l'alinéa 1^{er}.

CHAPITRE VI. — *Conditions d'octroi et de liquidation des subventions*

Art. 13. Les subventions sont octroyées aux opérateurs de formation agréés en vertu de l'article 10 du décret.

La Ministre arrête chaque année, sur proposition de l'Administration, le nombre d'heures de formation maximales que peut prester l'opérateur de formation.

Art. 14. Chaque opérateur de formation agréé transmet à l'Administration, pour le 1^{er} novembre, un programme prévisionnel annuel des modules de formation organisés au cours de l'exercice suivant.

L'exercice commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre.

Pour le 15 décembre, au plus tard, ce programme doit être soumis, par l'Administration, après avis du Comité, à l'approbation du Ministre.

Art. 15. La liquidation des subventions à l'opérateur de formation agréé est soumise à la communication préalable à l'Administration d'un ou de plusieurs documents suivants :

1^o une déclaration de créance, accompagnée du ou des états de prestations et de la ou des listes de présence originales se rapportant à la période à couvrir par la subvention;

2^o un relevé trimestriel des personnes formées, sous forme d'un fichier standardisé dont le modèle est établi par la Ministre. Ce relevé est communiqué uniquement par courrier électronique;

3^o en ce qui concerne les opérateurs mobiles, un relevé et les pièces justificatives des kilomètres parcourus;

4^o les justificatifs relatifs aux actions de promotion.

CHAPITRE VII. — *Contrôle*

Art. 16. L'opérateur de formation agréé communique au Comité un rapport annuel d'activité, dont le modèle est établi par la Ministre.

CHAPITRE VIII. — *Dispositions transitoire et finale*

Art. 17. Pour l'exercice 2006, les opérateurs de formation communiquent leur programme annuel, tel que défini à l'article 14, en même temps que l'introduction de leur demande d'agrément.

Art. 18. Le décret du 3 février 2005 sur le plan mobilisateur des technologies de l'information et de la communication et le présent arrêté entrent en vigueur le 1^{er} août 2005.

Art. 19. La Ministre est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 14 juillet 2005

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
La Ministre de la Formation,
Mme M. ARENA

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2005 — 1788

[2005/201971]

14 JULI 2005. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het decreet van 3 februari 2005 betreffende het sensibiliseringsplan inzake de informatie- en communicatietechnologieën

De Waalse Regering,

Gelet op artikel 20 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op de artikelen 3, § 3, 5, § 2, 2^o, 6 tot en met 10, 11, § 1, en 13 van het decreet van 3 februari 2005 betreffende het sensibiliseringsplan inzake de informatie- en communicatietechnologieën;

Gelet op het advies van de "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Sociaal-Economische Raad van het Waalse Gewest), gegeven op 9 mei 2005;

Gelet op het advies van het beheerscomité van het "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Waalse Dienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling), gegeven op 12 april 2005;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 21 maart 2005;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 24 maart 2005;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 38.506/2, gegeven op 15 juni 2005;

Op de voordracht van de Minister van Vorming;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Dit besluit regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 127, § 1, van de Grondwet krachtens artikel 138 van de Grondwet.

Het is van toepassing in het Franse taalgebied.

Art. 2. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1° "decreet" : het decreet van 3 februari 2005 betreffende het sensibiliseringsplan inzake de informatie- en communicatietechnologieën;

2° "Minister" : de Minister van Vorming;

3° "Bestuur" : de Afdeling Tewerkstelling en Beroepsopleiding van het Directoraat-generaal Economie en Tewerkstelling van het Ministerie van het Waalse Gewest;

4° "Comité" : het opvolgingscomité ingevoerd krachtens artikel 7 van het decreet;

5° "mobiele operator" : de vormingsoperator erkend krachtens artikel 5 van het decreet die rondtrekkende opleidingen verstrekt middels een uitgerust en aangepast voertuig;

6° "vormingsuren" : de vormingsuren gepresteerd door een erkende vormingsoperator of een bij overeenkomst met een erkende vormingsoperator gebonden partner;

7° "deskundige" : de pedagogisch deskundige bedoeld in artikel 7, 1°, van het decreet.

HOOFDSTUK II. — *Duur van de vormingsmodules en attestering*

Art. 3. De vormingsmodules bedoeld in artikel 3, § 2, van het decreet hebben een duur van acht uur voor de eerste module, zestien uur voor de tweede module en vierentwintig uur voor de derde module.

De Minister kan na advies van het Comité de duur van de vormingsmodules bepaald in lid 1 wijzigen.

Art. 4. Er wordt door de erkende vormingsoperator een bekwaamheids- en vormingsbezoekattest verleend aan elke persoon die een vormingsmodule heeft gevolgd. Vóór het attest waarvan het model door het bestuur ter beschikking van de vormingsoperator wordt gesteld, wordt afgegeven, wordt het ter ondertekening voorgelegd aan de Minister of de daartoe gemachtigde ambtenaar.

HOOFDSTUK III. — *Toekenning, weigering, hernieuwing, opschorting en intrekking van de erkenning van vormingsoperatoren*

Art. 5. Krachtens artikel 5, § 2, 2°, van het decreet dienen de vormingsoperator en, in voorkomend geval, de partner met wie hij een overeenkomst ondertekend heeft, te voldoen aan volgende voorwaarden om erkend te worden :

1° over het pedagogisch personeel beschikken in verhouding tot het aantal personen die de vorming dienen te volgen, wat betekent over minstens één lesgever beschikken voor de begeleiding van twaalf stagiairs;

2° over lokalen en meubilair beschikken om te voldoen aan de eisen van de vormingsmodules;

3° over hardware beschikken dat aangepast is aan het aantal personen dat de opleiding dient te volgen zodoende dat elke persoon die een vormingsmodule volgt over een computer en een internetaansluiting kan beschikken.

De vormingsoperator of, in voorkomend geval, de partner met wie hij een samenwerkingsovereenkomst gesloten heeft, dient te beschikken over lesgevers :

a) ofwel die minstens een diploma of een getuigschrift van het hoger secundair onderwijs hebben;

b) ofwel die een nuttige ervaring bezitten,

en die een pedagogische vaardigheid aantonen op grond van titels of een nuttige ervaring om vormingsmodules in verband met de informatie- en communicatietechnologieën te verstrekken.

Art. 6. § 1. De vormingsoperator en, in voorkomend geval, de partner met wie hij een overeenkomst ondertekend heeft, richten een erkenningsaanvraag aan het Bestuur, ofwel bij briefwisseling, ofwel via een elektronisch bericht, middels een formulier waarvan het model door de Minister wordt vastgesteld.

De erkenningsaanvraag door een vormingsoperator heeft als bijlagen stukken, inlichtingen en verbintenissen zoals hierna opgesomd :

1° de benaming van de vormingsoperator en de plaats waar zijn hoofdbedrijfszetel gevestigd is;

2° zijn rechtspositie en, in voorkomend geval, een afschrift van zijn statuten;

3° het aantal vormingsuren en het aantal jaarlijks in het vooruitzicht gestelde gerechtigden, per vormingsmodule omgerekend;

4° een omschrijving van de lesinhouden en de bij de vorming gevolgde methode;

5° een omschrijving van de materiële en menselijke middelen die ingezet worden om de vormingsmodules te verstrekken en, in voorkomend geval, het afschrift van de samenwerkingsovereenkomst;

6° indien het een mobiele operator betreft, een omschrijving van het gebied waarover de activiteiten zich uitstrekken;

7° informatie over de ervaring verworven in de opleiding tot de informatie- en communicatietechnologieën, in het bijzonder ten opzichte van het in artikel 4 van het decreet;

8° in voorkomend geval, een afschrift van de samenwerkingsovereenkomst;

9° de verbintenis om zich te onderwerpen aan de controle van het Bestuur en de artikelen 55 en volgende van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, na te leven;

10° de instemming met het pedagogisch handvest waarvan het model bepaald wordt door de Minister, op voorstel van de deskundige.

§ 2. Het Bestuur verstrekt een bericht van ontvangst van de erkenningsaanvraag binnen de tien werkdagen na ontvangst ervan.

Indien de aanvraag onvolledig is, wordt de vormingsoperator daarover ingelicht door het Bestuur dat hem ervan op de hoogte brengt dat de termijn bedoeld in artikel 7, § 2, opgeschort wordt tot en met de ontvangst van de ontbrekende stukken of inlichtingen.

§ 3. Het Bestuur behandelt de aanvraag.

Art. 7. § 1. Het Bestuur wint het pedagogisch advies van de door de Minister aangestelde deskundige in.

§ 2. Het Bestuur maakt de erkenningsaanvraag en beide adviezen, namelijk het technische en het pedagogische advies, aan het Comité over binnen de twee maanden na ontvangst van de aanvraag.

§ 3. Het Comité brengt een gemotiveerd advies uit over de erkenningsaanvraag binnen een termijn van vier maanden te rekenen van de ontvangst ervan.

Het Comité hoort de vertegenwoordigers van de vormingsoperator die erom verzoekt. Het kan eveneens de vertegenwoordigers van de vormingsoperator ertoe uitnodigen om te worden gehoord. In ieder geval worden ze pas gehoord na het versturen van een oproeping waarbij, indien nodig, de aangelegenheden waarover het Comité het standpunt van de vormingsoperator wenst te kennen, nauwkeurig vermeld worden.

Art. 8. De aanvraag tot hernieuwing van de erkenning wordt bij het Bestuur ingediend.

De procedure voor de hernieuwing van de erkenning wordt geregeld bij de artikelen 6, 7 en 10.

Het document bedoeld in artikel 6, § 1, lid 2, 3°, dient door de vormingsoperator aan het Bestuur te worden overgemaakt.

De andere documenten of inlichtingen bedoeld in artikel 6, § 1, lid 2, dienen door de vormingsoperator aan het Bestuur te worden medegedeeld voorzover er wijzigingen zijn opgetreden in de loop van de periode die door de vorige erkenning gedekt was.

Art. 9. § 1. Het Comité stelt de opschortingen en intrekkingen van erkenningen aan de Minister voor.

Vooraf worden de vertegenwoordigers van de betrokken erkende vormingsoperator door het Comité gehoord.

Zij worden pas gehoord na het versturen van een oproeping waarbij de aangelegenheden waarover het Comité het standpunt van de vormingsoperator wenst te kennen, nauwkeurig vermeld worden.

§ 2. De erkenning kan niet opgeschort worden voor een duur van meer dan zes maanden.

Als die opschortingstermijn eenmaal verstreken is, kan de Minister de erkenning intrekken indien de vormingsoperator steeds niet de erkenningsvoorwaarden naleeft.

Art. 10. De Minister spreekt zich uit over de verlening, de weigering, de hernieuwing, de opschorting en de intrekking van de erkenning binnen de dertig werkdagen volgend op, al naar gelang, de ontvangst van het advies of van het voorstel van het Comité.

Indien een beslissing binnen de vastgestelde termijn uitblijft, wordt zij geacht gunstig te zijn.

Er wordt kennis gegeven van de beslissing van de minister aan de vormingsoperator binnen de tien werkdagen na de ontvangst van de beslissing door het Bestuur en er wordt een afschrift ter informatie aan het Comité overgemaakt.

HOOFDSTUK IV. — *Het Comité*

Art. 11. § 1. Er wordt een Comité ingesteld, samengesteld als volgt :

1° één vertegenwoordiger van de Minister, die het voorzitterschap waarneemt;

2° twee vertegenwoordigers van de representatieve werkgeversorganisaties;

3° twee vertegenwoordigers van de representatieve werknemersorganisaties;

4° twee vertegenwoordigers van de deskundige;

5° twee vertegenwoordigers van het "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi";

6° één vertegenwoordiger van het "Agence wallonne des Télécommunications" (Waals Agentschap voor Telecommunicatie);

7° één vertegenwoordiger van het Bestuur.

De Minister wijst de comitéleden aan. De vertegenwoordigers bedoeld in paragraaf 1, 2° en 3°, worden uit dubbeltallen aan de Minister voorgedragen door de representatieve organisaties.

§ 2. Het ledenmandaat heeft een duur van vier jaar en is hernieuwbaar.

Het lid dat ophoudt zijn mandaat uit te oefenen voor verstrijken ervan wordt vervangen voor de overblijvende periode.

§ 3. Het Comité legt zijn huishoudelijk reglement vast en legt het ter goedkeuring aan de Minister voor.

Het Comité vergadert minstens vier keer per jaar.

Om geldig te beraadslagen, is de aanwezigheid van de meerderheid van de comitéleden vereist. Elke beslissing wordt collegiaal getroffen en streeft ernaar de eenparigheid van stemmen achter zich te scharen. Bij ontstentenis wordt de beslissing getroffen bij meerderheid van de aanwezige leden.

De leden bedoeld in artikel 11, § 1, zetelen met raadgevende stem.

Het Comité kan werkgroepen samenstellen waarvan het de samenstelling bepaalt en stelt de hun toevertrouwde opdrachten vast. De resultaten van de werkgroepen worden ter beslissing aan het Comité voorgelegd.

Het secretariaat van het Comité wordt door het Bestuur waargenomen.

HOOFDSTUK V. — *Bedrag van de subsidies*

Art. 12. De subsidies die worden verleend aan de erkende vormingsoperatoren worden als volgt vastgesteld :

1° 7,5 euro per vormingsuur en per gevormde persoon, voor de vormingsmodules die van maandag tot en met zaterdag plaatsvinden;

2° 10 euro per vormingsuur en per gevormde persoon, voor de vormingsmodules die op zaterdag en zondag plaatsvinden in het kader van sensibiliseringsacties, op voorwaarde dat het aantal gepresteerde uren minstens zes per dag bedraagt;

3° 1 euro per afgelegde kilometer voor de reis- en aansluitingskosten van de mobiele operatoren;

4° 500 euro forfait over de duur van de erkenning voor de promotieacties.

Er wordt geen enkele subsidie toegekend voor de vormingsuren die reclame- of handelsdoeleinden nastreven.

De Minister kan op voorstel van het Comité de in lid 1 bepaalde subsidiebedragen wijzigen.

HOOFDSTUK VI. — *Voorwaarden voor de toekenning en de uitbetaling van de subsidies*

Art. 13. De subsidies worden aan de erkende vormingsoperatoren toegekend krachtens artikel 10 van het decreet.

De Minister stelt jaarlijks op voorstel van het Bestuur het maximumaantal vormingsuren die elk vormingsoperator mag verstrekken, vast.

Art. 14. Elke erkende vormingsoperator maakt het Bestuur tegen 1 november een vooruitgepland jaarlijks programma over met de in de loop van het volgend bedrijfsjaar te houden vormingsmodules.

Elk bedrijfsjaar vangt aan op 1 januari en eindigt op 31 december.

Tegen uiterlijk 15 december dient dat programma door het Bestuur na advies van het Comité ter goedkeuring aan de Minister te worden voorgelegd.

Art. 15. Voor de uitbetaling van de subsidies aan de erkende vormingsoperator dienen vooraf één of meerdere van volgende documenten aan het Bestuur te worden overgemaakt :

1° een schuldvordering, met als bijlage de prestatiestaten en de oorspronkelijke aanwezigheidslijst(en) die betrekking hebben op de door de subsidie te dekken periode;

2° een per kwartaal opgemaakte lijst van de gevormde personen, in de vorm van een standaardbestand waarvan het model door de Minister vastgesteld wordt. Die lijst wordt enkel per elektronisch bericht overgemaakt;

3° wat de mobiele operatoren betreft, een lijst en de stukken ter staving van de afgelegde kilometers;

4° de bewijsstukken met betrekking tot de promotieacties.

HOOFDSTUK VII. — *Controle*

Art. 16. De erkende vormingsoperator deelt een jaarlijkse activiteitenverslag aan het Comité mee waarvan het model door de Minister wordt vastgesteld.

HOOFDSTUK VIII. — *Overgangs- en slotbepaling*

Art. 17. Voor het bedrijfsjaar 2006 delen de vormingsoperatoren hun jaarlijks programma zoals omschreven in artikel 14 in op hetzelfde ogenblik als ze hun erkenningsaanvraag indienen.

Art. 18. Het decreet van 3 februari 2005 betreffende het sensibiliseringsplan inzake de informatie- en communicatietechnologieën en dit besluit treden in werking op 1 augustus 2005.

Art. 19. De Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 14 juli 2005.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Vorming,
Mevr. M. ARENA